



ARRÊTÉ MODIFICATIF

portant autorisation environnementale
d'une installation classée pour la protection de l'environnement
GIE OPTILYS à Saint-Jouan-de-L'Isle

Le préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le code de l'environnement et ses annexes ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du 30 mars 2022 portant nomination de M. Stéphane ROUVÉ, Préfet des Côtes d'Armor ;
- Vu** le décret du 23 juin 2022 portant nomination de M. David COCHU, Secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 02 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 15 avril 2003, modifié le 27 juin 2008, autorisant le GIE OPTILYS, dont le siège social est situé au lieu-dit « La Ville Legault » à Saint-Jouan-de-l'Isle, à exploiter au lieu-dit « 4, La Foutelais » à Saint-Jouan-de-L'Isle, une unité de traitement des effluents d'élevages ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 modifié établissant le sixième programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- Vu** la demande présentée le 22 avril 2021 par le GIE OPTILYS en vue d'effectuer :
- la mise à jour des flux avec présentation du plan de gestion des déjections ;
- Vu** le rapport de présentation au conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques (CODERST) de l'inspecteur de l'environnement du 20 mars 2023 ;
- Vu** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 6 avril 2023 ;

Considérant que la demande présentée répond aux normes en vigueur visées par le Code de l'environnement ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté et l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 susvisé, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor,

ARRÊTE :

Article 1er : Bénéficiaire et portée de l'autorisation

1.1. - Le GIE OPTILYS, ci-après dénommé l'exploitant, dont le siège social est situé au lieu-dit «La Ville Legault» sur la commune de SAINT-JOUAN-de-L'ISLE est autorisé sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter au « 4, La Foutelais » à SAINT-JOUAN-de-L'ISLE, une station d'épuration collective de déjections animales.

Article 2 : Nature des installations

2.1. - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Alinéa	A, E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
2751	/	A	Station d'épuration	Traitement de déjections animales	Traitement collectif de déjections animales	1	station

A : (autorisation)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

2.2 - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et sections suivantes :

Commune	Sections	Parcelles
SAINT JOUAN DE L'ISLE	ZA	133 et 135

2.3. - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le(s) dossier(s) déposé(s) par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Article 3 : Prescriptions particulières

3.1. - Répartition de la station de traitement

Conformément aux plans et données techniques annexés à la demande, l'élevage est composé de :

→ une unité de traitement des lisiers comprenant:

- une séparation de phase en tête (FILTRAMAT) produisant un co-produit ci-après dénommé «résidu organique» ;
- un hangar de stockage des résidus organiques ;
- un réacteur biologique de nitrification/dénitrification par boues activées ;

- une séparation du lisier traité par filtration secondaire des boues : SKIMMAT produisant un second co-produit solide ci-après dénommé "résidu organique" et un "effluent épuré";
- une lagune de stockage de l'effluent épuré.

Cette unité de traitement doit traiter une partie des déjections des élevages comme précisé dans le tableau ci-dessous :

Membres apporteurs	M ³ lisier brut apportés au GIE OPTILYS	Unités d'azote apportés au GIE OPTILYS	Unité phosphore apportés au GIE OPTILYS
EARL DE LA FOUTELAIS	4526	18492	10677
SARL DU CHATEL	3017	13000	7610
EARL ELEVAGE DE LA JANAIE	2842	11525	6088
SARL DARTOIS	3537	12305	7950
Total	13922	55322	32325

3.2. - Sécurité

L'installation électrique doit être conforme aux normes en vigueur.

Article 4 : Prescriptions particulières concernant l'exploitation de l'unité de traitement des lisiers

4.1. - Aux fins de suivi du fonctionnement de l'installation, sont placés :

- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier brut entrant dans l'unité de traitement (un registre spécifiant les volumes par exploitation) ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des additifs incorporés ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des résidus organiques produits ;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le volume d'effluent épuré produit .
- un compteur horaire avec système d'enregistrement journalier pour le système d'aération ;
- un compteur électrique.

4.2. - Une alarme visuelle ou sonore doit être installée pour prévenir l'exploitant en cas d'arrêt non contrôlé (défaut électrique ou mécanique).

4.3. - Les prélèvements et échantillonnages en vue des bilans matières doivent être effectués de manière à être représentatifs du procédé.

4.4. - Débits et flux de pollution entrant dans chaque entité de l'unité de traitement

4.4.1. - dans l'unité Filtramat

Lisier brut	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen	Flux journalier maximal
Volume	13922 m ³	38,1 m ³	45,7 m ³
N Global	55322 kg	151,6 kg	181,9 kg
P2O5	32325 kg	88,6 kg	106,3 kg

4.4.2. - dans le réacteur biologique

Lisier sortie Filtramat	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen
Volume	13108 m ³	35,9 m ³
N Global	48175 kg	131,6 kg
P2O5	21187 kg	58 kg

4.4.3. - dans l'unité skimmat

Lisier sortie réacteur	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen
Volume	13108 m ³	35,9 m ³
N Global	13922 kg	38,1 kg
P2O5	21187 kg	58 kg

4.5. - Débits et flux de pollution relatifs aux coproduits

4.5.1. - coproduits à transférer

Résidus organiques	Flux annuel
Tonnage	2411 t
N Global	18717 kg
P2O5	29150 kg

4.5.2 - coproduits à épandre sous la responsabilité des membres apporteurs

membres apporteurs	Volume effluent repris du GIE des Clos Clairs	U Azote repris du GIE OPTILYS	UP2O5 repris du GIE OPTILYS	UK2O repris du GIE OPTILYS
EARL DE LA FOUTELAIS	3930 m ³	786	1061	10115
SARL DU CHATEL	2766 m ³	553	747	7118
EARL ELEVAGE DE LA JANAIE	2448 m ³	490	661	6302
SARL DARTOIS	2613 m ³	523	706	6726
Total	11757 m³	2351	3174	30261

4.6. - Autosurveillance

4.6.1. - suivi

On entend par « autosurveillance », la surveillance réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. À la demande de l'inspection, l'exploitant est tenu de fournir toutes les données gérées et détenues par l'assistance technique et si nécessaire les faire imprimer sur support papier ou sous un support numérique le cas échéant.

L'exploitant doit procéder quotidiennement aux opérations suivantes :

- vérification de l'état de fonctionnement global de l'unité de traitement ;
- relevé du volume de lisier brut entrant.

L'exploitant doit procéder hebdomadairement aux opérations suivantes :

- relevé du volume de résidus organiques produits ;
- relevé du volume d'effluent épuré produit ;

- relevés de compteurs (consommation électrique, temps de marche du système d'aération, temps de marche des diverses pompes, temps de marche du système de séparation de phase, ...).

Les relevés journaliers des compteurs peuvent être effectués par un automate.

Durant la première année (période de « mise en charge »), des tests rapides NH₄/NO₃ sont réalisés tous les deux jours dans le réacteur. Les années suivantes, un test hebdomadaire est suffisant.

Les mesures de volumes, les relevés de compteurs et les résultats des tests rapides doivent être consignés par l'exploitant sur un cahier d'exploitation. Toute intervention ou panne susceptible d'entraîner une perturbation du traitement doit y être mentionnée. Ce cahier est tenu à disposition du service des installations classées.

4.6.2. - Bilan de l'autosurveillance

Un bilan annuel de l'autosurveillance est réalisé par l'exploitant lui-même ou par plusieurs prestataires techniques selon le choix de l'exploitant. Cette validation de l'autosurveillance consiste à :

- effectuer un contrôle de l'étanchéité et de l'intégrité de la totalité des ouvrages de stockage et de traitement, des vannes, canalisations aériennes ou enterrées ;
- effectuer un contrôle des débitmètres à l'aide d'un débitmètre à effet Doppler ou par contrôle des niveaux de marnage en fosse ;
- effectuer un contrôle du fonctionnement des alarmes de la station de traitement et du dispositif d'irrigation ;
- effectuer un contrôle du fonctionnement et de l'intégrité du dispositif d'irrigation ;
- produire une synthèse annuelle du fonctionnement de la station à partir des bilans matières et des analyses réalisées.

Les rapports des organismes tiers détaillant les points contrôlés, les conclusions de cette autosurveillance et les opérations éventuelles de maintenance sont conservés par l'exploitant.

4.7. - Autosurveillance : bilan matière

4.7.1. - Pendant un an à compter de la date de mise en charge de l'unité de traitement ou après une modification notable du fonctionnement de la station (modification des flux) l'exploitant doit procéder ou faire procéder à ses frais à des bilans matières bimestriels. Chaque bilan comprend au moins :

- un bilan des volumes de lisier brut entrant dans le Filtramat ;
- un bilan des volumes de lisier sortie Filtramat entrant dans le réacteur biologique ;
- un bilan des volumes de lisier traité (sortie réacteur) entrant dans l'unité Presse à vis ;
- un bilan des différents coproduits ;
- une analyse du lisier brut (MES, NK, Pt, K₂O). L'échantillon est représentatif du lisier entrant dans l'unité de traitement (prélèvement dans la fosse d'homogénéisation) ;
- une analyse des résidus organiques (MES, NK, Pt, K₂O). L'échantillon est prélevé dans le tas de stockage des résidus (refus de tamis + refus de filtration) ;
- une analyse de l'effluent épuré (MES, N global, Pt, K₂O). L'échantillon doit être représentatif et est prélevé dans la lagune de stockage de l'effluent.

Les analyses doivent être réalisées conformément aux normes AFNOR par un laboratoire agréé par le ministère de l'environnement.

Les échantillons prélevés sont représentatifs de la masse globale à analyser. Ils sont effectués après brassage ou mélange de plusieurs prélèvements élémentaires. Les

échantillons constitués sont réfrigérés et acheminés au laboratoire sous 48 heures au maximum.

Les bilans sont adressés bimestriellement par l'exploitant au service des installations classées. Ils doivent être annexés au cahier d'exploitation.

4.7.2. - Au terme des modifications notables, le service des installations classées émet un avis sur le fonctionnement de l'unité de traitement.

Si celui-ci est jugé satisfaisant, le bilan matière est allégé : les analyses et les envois aux organismes pré-cités sont effectués deux fois par an (à au moins trois mois d'intervalle). Les autres paramètres restent inchangés.

Si le service des installations classées émet un avis défavorable sur le bilan de fonctionnement de l'unité de traitement, la période de « mise en charge » est prolongée de 6 mois et la procédure du bilan matière reste inchangée par rapport à la première année. Un nouvel avis est donné au terme de ces 6 mois.

4.7.3. - Les inspecteurs des installations ont constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut à tout moment désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les autosurveillances et réaliser ou faire réaliser des prélèvements. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant.

4.7.4. - Si des modifications notables sont apportées au niveau du volume et/ou des flux à traiter ou à l'unité de traitement (modification importante du process), la procédure correspondant à la « mise en charge » est à nouveau appliquée pour une période de 6 mois.

4.8. - Assistance technique

Si l'exploitant a recours à un service d'assistance technique, il est demandé à cet organisme de retranscrire ses observations sur le cahier d'exploitation à l'issue de chaque visite. La mission d'assistance technique est à la charge de l'exploitant.

Article 5 : Prescriptions particulières en matière de stockage et d'épandage des coproduits et lisiers bruts

5.1. - Les lisiers bruts porcins doivent être stockés dans des fosses d'un volume de 948 m³.

5.2. - Les résidus organiques (refus de tamis et refus de filtration) doivent être stockés dans un local couvert de 80 m².

5.3.- L'effluent épuré doit être stocké dans deux lagunes de :

- 9880 m³ sur le site de la FOUTELAIS à SAINT-JOUAN-de-L'ISLE
- 2200 m³ sur le site du CHATEL à LANRELAS.

5.4. - Tous les ouvrages de stockage (lisiers bruts, effluent épuré) et le réacteur biologique de 1750 m³ (RO1) doivent être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident.

5.5. - L'effluent épuré est utilisé en irrigation en période de déficit hydrique.

- l'appareil ne doit pas être générateur de brouillards fins ;
- les conditions météorologiques doivent être favorables (vents faibles ou nuls) ;
- la pression doit être basse (2,5 bars maximum en sortie de buse).

5.6. - Les épandages de lisiers bruts ainsi que les irrigations réalisées au moyen de l'effluent épuré doivent être consignés dans un cahier d'épandage.

5.6.1 - Pour les coproduits transférés dans le cadre d'un contrat de reprise, un cahier d'enlèvement est tenu par l'exploitant mentionnant la date, la quantité enlevée, l'adresse et le nom du destinataire. Ce cahier d'enlèvement ainsi que les bons d'enlèvement sont annexés au cahier d'exploitation. Dans le cas où le contrat de reprise ne serait pas respecté

ou renouvelé par l'un des contractants, ou de sa rupture, l'exploitant doit trouver un autre contrat présentant les mêmes garanties ou un autre mode de gestion de ces produits conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation de son élevage.

Les quantités exportées, qui font l'objet d'une obligation de transfert au titre de l'arrêté préfectoral établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole, doivent l'être en dehors des communes situées antérieurement en zone d'excédent structurel et en dehors des parcelles situées en bassins connaissant d'importantes marées vertes sur les plages définies par le SDAGE excepté celles situées en baie de la Forêt-Fouesnant.

5.6.2 - Pour les coproduits transférés dans le cadre d'un contrat de reprise, un cahier d'enlèvement est tenu par l'exploitant mentionnant la date, la quantité enlevée, l'adresse et le nom du destinataire. Ce cahier d'enlèvement ainsi que les bons d'enlèvement sont annexés au cahier d'exploitation. Dans le cas où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par l'un des contractants, ou de sa rupture, l'exploitant doit trouver un autre contrat présentant les mêmes garanties ou un autre mode de gestion de ces produits conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation de son élevage.

Les produits obtenus ne peuvent en aucun cas être épandus dans des communes antérieurement situées en zones d'excédent structurel ni dans des communes situées en bassins versant algues vertes excepté celles situées en baie de la Forêt dans le département du Finistère.

5.7. - Le transport des lisiers bruts, de l'effluent épuré et des résidus organiques ne doit pas provoquer de nuisances, pollutions ou écoulements. Tous ces transferts doivent être consignés sur un document de suivi tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 6 : Prescriptions en matière de mise en service et dysfonctionnements de l'unité de traitement

En cas de dysfonctionnement momentané, le lisier est stocké sur les installations en amont de l'unité de traitement. Le service des installations classées est immédiatement prévenu. En cas de dysfonctionnement prolongé, de modification ou d'arrêt de l'unité de traitement et après saturation des capacités de stockage, soit Les exploitants présente soit un mode de résorption équivalent, soit les effectifs animaux des membres apporteurs sont réduits en rapport avec la capacité maximale d'exportation des plans d'épandage dans le respect de l'équilibre de la fertilisation.

Article 7 : Autres dispositions

Cet arrêté modifie l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 avril 2003 et en remplace les articles.

L'arrêté préfectoral du 27 juin 2008 est abrogé.

Article 8 : Dispositions communes

La présente autorisation, accordée sous réserve de droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cesse d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans un délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de trois années consécutives.

Toute transformation de l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doit faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant doit faire l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suit la prise de possession.

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui sont de nature à porter atteinte à son environnement.

Il doit en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le code du travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

Article 9 : Affichage

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Saint-Jouan-de-L'Isle pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Saint-Jouan-de-L'Isle pendant une durée minimum d'un mois ;
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant ;
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture pendant quatre mois ;

Article 10 : Délais et voie de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

1. dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision à l'exploitant ;
2. dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « télérecours citoyens » accessible par le site : www.telerecours.fr

Article 11 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor, le sous-préfet de Dinan, le maire de Saint-Jouan-de-L'Isle et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ou de gendarmerie.

Saint-Brieuc, le **11 AVR. 2023**
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



David COCHU